

LUMIÈRE D'OCTOBRE

SUR L'U.R.S.S., LA CHINE, CUBA, LE VIETNAM

OCTOBRE 1967 • N° 22

1 Fr. • Afrique du Nord : 0,50

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

LA QUATRIÈME

internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

La révolution cinquante ans après

QUAND, en 1917, triompha la Révolution d'Octobre, l'événement fut considéré dans le monde entier comme une péripétie sans lendemain. Aujourd'hui, ami ou ennemi, chacun reconnaît qu'il s'était agi d'une des plus grandes, sinon de la plus grande heure de l'histoire humaine. Cinquante années se sont écoulées, et l'on ne peut dire que la révolution russe est achevée, tout au contraire; mais le bilan qu'on peut en faire dessine également les perspectives de longues années à venir.

La première constatation incontestable est qu'Octobre a créé un régime social qui a permis de passer de la Russie tsariste, un pays qui combinait, sur un fond d'arriération économique, social et culturel, les traits d'une puissance impérialiste et d'une semi-colonie, à l'Union soviétique, deuxième puissance du monde, dans un temps d'autant plus remarquable que ce pays a connu, au cours de ce demi-siècle, des années de guerre civile, des invasions étrangères, des destructions sans pareil, et qu'une importante partie du produit national doit être consacrée à de coûteux armements. Si l'on considère les cinquante années qui ont suivi la guerre de Sécession, le développement des Etats-Unis, où affluèrent des millions d'émigrants européens et de grands capitaux également européens, bien que considérable, ne soutient pas la comparaison.

Le passage à une société socialiste présuppose un énorme développement de l'économie pour parvenir à l'abondance, mais le bilan des cinquante années écoulées ne peut se limiter à mesurer la progression économique. Il faut aussi tenir compte du prix qui a été payé, qu'il s'agisse du niveau de vie des masses ou du régime politique qui sévit. Le bilan doit également rechercher les rapports qui ont existé dans cette période entre le développement de l'Union soviétique et la marche de la révolution mondiale.

En ce qui concerne le misérable niveau de vie auquel furent réduits les masses

ouvrières et paysannes d'une part, l'élimination totale de tout élément de démocratie ouvrière et soviétique d'autre part, nous pouvons écarter sans hésiter les critiques bourgeoises: dans la même période, pour ne pas parler du passé, le système capitaliste n'a pas manqué de frapper lourdement les masses, tant dans leurs conditions d'existence que dans leurs droits sans qu'on puisse — et de beaucoup — invoquer de grands progrès du monde capitaliste. Quant aux sociaux-démocrates, ils n'ont à leur actif que d'avoir été appelés dans les gouvernements par les capitalistes pour y faire le travail de ceux-ci dans des conditions difficiles, pour endiguer et écraser des mouvements révolutionnaires au lendemain des guerres mondiales, pour porter atteinte aux conditions de travail et d'existence dans les périodes de réorganisation et de rajustement de l'économie capitaliste.

Les aspects négatifs depuis Octobre ne peuvent être niés. Ils posent la question du stalinisme, c'est-à-dire de la bureaucratie soviétique, du rôle qu'elle a joué pendant la plus grande partie de ce demi-siècle.

Nous ne nous étendrons guère sur l'affirmation de certains que «le stalinisme était inévitable». La question présente un intérêt, car elle ne provient pas seulement d'apologistes du stalinisme ou de gens désireux de couvrir leur passé stalinien. Ceux qui sincèrement voient ainsi la question confondent plusieurs éléments. Des déformations bureaucratiques étaient inévitables, il y en avait déjà du temps de Lénine et de Trotsky. Elles accompagnent et accompagneront, à des degrés divers, toute révolution victorieuse. Mais il y a une marge entre des déformations bureaucratiques et la dégénérescence qu'a connue l'Union soviétique. L'Opposition de gauche fut vaincue au bout d'une lutte qui dura plusieurs années; le résultat de celle-ci n'était pas acquis à l'avance. Ceux qui pensent que

(suite page 4)

Pierre FRANK.

Second procès pour HUGO BLANCO ENCORE MENACÉ DE MORT IL NE DOIT PAS MOURIR

A l'heure où paraîtront ces lignes, le second procès de Hugo Blanco se sera ouvert à Lima. Une seconde fois, la peine de mort est requise contre l'héroïque leader des paysans péruviens. Dans les sombres conditions du Pérou — voir notre article en page 8 —, l'heure choisie pour rouvrir ce dossier, en attente depuis un an, s'éclaire d'un jour sinistre. Nous sommes au lendemain de la conférence de l'OEPA, où les représentants des Etats-Unis ont hurlé à la mort sur les guérilleros faits prisonniers.

Tremblant de peur entre ses militaires, qui se tiennent prêts à le renverser, et la colère populaire qui monte, le faible Belaunde Terry s'apprête-t-il à monnayer avec du sang la protection yankee? Les marionnettes sud-américaines cherchent la sécurité dans la terreur. Belaunde est capable du pire contre Hugo Blanco (et derrière lui contre les chefs guérilleros pas encore jugés) comme Barrientos contre Régis Debray.

Les prisonniers de la guerre de classe ont droit à la même protection que ceux de la guerre ordinaire. Le mouvement ouvrier mondial doit crier HALTE AUX ASSASSINATS! Belaunde Terry répondra de ses actes; HUGO BLANCO NE DOIT PAS MOURIR.

M. L.

Les deux pieds dans le même sabot

Nous sommes maintenant en octobre; il est temps de faire un premier bilan des actions entreprises contre les ordonnances. Du début septembre jusqu'à ces derniers jours, on demandait aux salariés de faire preuve de «vigilance»; pour que celle-ci ne faiblisse pas, on promettait de grandes actions pour défendre la Sécurité sociale; les dirigeants syndicaux élevaient les plus vives protestations, et certains allaient jusqu'à parler de luttes généralisées. Un premier résultat est visible: aux élections cantonales, le P.C.F. a récolté un nombre important de voix dans les régions ouvrières, et cela révèle assez bien le mécontentement populaire qui s'est manifesté à cette occasion d'une manière politique. Une direction conséquente tirerait de ces résultats quelques conclusions quant à l'organisation des luttes.

UN CERCLE VICIEUX

Mais les dirigeants ouvriers qui semblent préparer une grande offensive n'ont pour l'instant qu'un triste bilan à présenter. Une première idée: les cartels de défense de la Sécurité sociale; il fallait unir tous ceux qui étaient contre la régression sociale, et donc grouper en un même mouvement les syndicats, les associations familiales et les organisations politiques de «gauche». En certains endroits, la peur des organisations communistes C.F.D.T. à refuser cette proposition. (P.C.F., U.F.F., U.J.C.F.) a conduit la En d'autres, le P.C.F. et le P.S.U. ont pu apporter leur soutien aux cartels. Mais le but de l'opération était d'entraîner la grande amie du moment:

la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste. Cette tentative revêtait une grande importance pour ceux qui ont à trouver un contenu à leur alliance avec cette formation; mais la grande amie, qui craint l'«aventure», s'est tenue dans une prudente réserve. Qui va le lui reprocher? En tout cas, pas ceux qui tenaient à la réciprocité des désistements aux élections cantonales; ni ceux qui quémantent à la F.G.D.S. le dépôt d'une motion de censure commune à l'ouverture des débats parlementaires. Ceux-là sont les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. qui ont décidé d'une semaine d'actions en défense de la Sécurité sociale du 9 au 15 octobre, dont on pouvait être sûr d'avance qu'elle se limiterait à une pression bien contrôlée sur les parlementaires de la F.G.D.S.

«La lutte ouvrière, quand elle oppose des classes sociales bien définies, pose des problèmes tactiques...» dont la solution est la réalisation de «l'unité la plus large» (Frachon). C'est encore une fois dans un curieux dilemme que l'on veut enfermer les militants syndicaux: ou bien l'unité avec ceux qui ne veulent pas d'action, ou bien ni unité ni action.

LA VOIE DE L'IMPUISSEANCE

Les auteurs de ce dilemme sont donc conduits à une politique conséquente de trahison ouverte. S'obstinant à ne pas faire appel aux masses pour entreprendre une lutte contre la politique économique et sociale du gouvernement, et donc contre le régime lui-

(Suite page 2)

A. VALLON.

GRAND MEETING INTERNATIONALISTE

organisé par le

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

OCTOBRE

avec

Pierre FRANK

Livio MAITAN

Ernest MANDEL

VENDREDI 10 NOVEMBRE 1967,

Palais de la Mutualité

5, rue Saint-Victor, Paris V^e